



**KPMG Audit**  
7 boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 Nantes Cedex 3  
France



23, rue Bernard Palissy  
35000 Rennes  
France

## **Ubisoft Entertainment S.A.**

# **Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription**

Assemblée générale - du 23 septembre 2015 -  
résolutions n° 13, 14, 15, 16, 17  
Ubisoft Entertainment S.A.  
107, avenue Henri Fréville - BP 10704 - 35207 Rennes  
Cedex 2  
*Ce rapport contient 5 pages*  
Référence : FN-152-81



**KPMG Audit**  
7 boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 Nantes Cedex 3  
France



23, rue Bernard Palissy  
35000 Rennes  
France

## **Ubisoft Entertainment S.A.**

Siège social : 107, avenue Henri Fréville - BP 10704 - 35207 Rennes Cedex 2  
Capital social : € 8 492 133,18

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription**

Assemblée générale - du 23 septembre 2015 - résolutions n° 13, 14, 15, 16, 17

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Conseil d'administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
  - émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (13<sup>ième</sup> résolution) d'actions ordinaires de la société et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de créances donnant accès à des titres de capital à émettre :
    - étant précisé que conformément à l'article L. 228-93 alinéa 1 du code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des titres de capital à émettre de la société ou de toute société dont celle-ci possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ;
    - étant également précisé que conformément à l'article L. 228-93 alinéa 3 du code de commerce, les valeurs mobilières qui sont des titres de capital de la société pourront donner accès à d'autres titres de capital existants ou donner droit à l'attribution de titres de créance de la société ou de toute société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

**Ubisoft Entertainment S.A.**  
*Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission  
d'actions et de diverses valeurs mobilières avec  
maintien et/ou suppression du droit préférentiel de  
souscription  
2 juin 2015*

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la 13<sup>ième</sup> résolution ne pourra excéder 1 450 000 euros et s'imputera sur le plafond global de 4 000 000 euros prévus à la 24<sup>ième</sup> résolution de la présente Assemblée générale.

- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (14<sup>ième</sup> résolution) d'actions ordinaires de la société et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de créances donnant accès à des titres de capital à émettre :
  - étant précisé que conformément à l'article L. 228-93 alinéa 1 du code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des titres de capital à émettre de la société ou de toute société dont celle-ci possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ;
  - étant également précisé que conformément à l'article L. 228-93 alinéa 3 du code de commerce, les valeurs mobilières qui sont des titres de capital de la société pourront donner accès à d'autres titres de capital existants ou donner droit à l'attribution de titres de créance de la société ou de toute société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la 14<sup>ième</sup> résolution et 15<sup>ième</sup> résolution ne pourra excéder 1 450 000 euros et s'imputera sur le plafond global de 4 000 000 euros prévu à la 24<sup>ième</sup> résolution.

- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier et dans la limite de 20% du capital social par an (15<sup>ième</sup> résolution) d'actions ordinaires de la société et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de créances donnant accès à des titres de capital à émettre :
  - étant précisé que conformément à l'article L. 228-93 alinéa 1 du code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des titres de capital à émettre de la société ou de toute société dont celle-ci possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ;
  - étant également précisé que conformément à l'article L. 228-93 alinéa 3 du code de commerce, les valeurs mobilières qui sont des titres de capital de la société pourront donner accès à d'autres titres de capital existants ou donner droit à l'attribution de titres de créance de la société ou de toute société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.



*Ubisoft Entertainment S.A.*  
*Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission*  
*d'actions et de diverses valeurs mobilières avec*  
*maintien et/ou suppression du droit préférentiel de*  
*souscription*  
*2 juin 2015*

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la 14<sup>ième</sup> résolution et 15<sup>ième</sup> résolution ne pourra excéder 1 450 000 euros et s'imputera sur le plafond global de 4 000 000 euros prévu à la 24<sup>ième</sup> résolution.

- de l'autoriser, par la 16<sup>ième</sup> résolution et dans le cadre de la mise en œuvre de la délégation visée aux 14<sup>ième</sup> et 15<sup>ième</sup> résolutions, à fixer le prix d'émission dans la limite légale annuelle de 10 % du capital social ;
- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à une émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (17<sup>ième</sup> résolution), dans la limite de 10 % du capital.

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra, selon la 24<sup>ième</sup> résolution, excéder 4 000 000 euros au titre des 13<sup>ième</sup>, 14<sup>ième</sup>, 15<sup>ième</sup>, 16<sup>ième</sup>, 17<sup>ième</sup>, 18<sup>ième</sup>, 19<sup>ième</sup>, 20<sup>ième</sup>, 21<sup>ième</sup>, 22<sup>ième</sup> et 23<sup>ième</sup> résolutions, étant précisé que les 18<sup>ième</sup>, 19<sup>ième</sup>, 20<sup>ième</sup>, 21<sup>ième</sup>, 22<sup>ième</sup> et 23<sup>ième</sup> résolutions ont fait l'objet de rapports spécifiques de notre part. Le montant nominal global des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra, selon les 14<sup>ième</sup> et 15<sup>ième</sup> résolutions excéder 400 000 000 euros pour les résolutions 14<sup>ième</sup> et 15<sup>ième</sup> résolutions.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration au titre des 14<sup>ième</sup>, 15<sup>ième</sup> et 16<sup>ième</sup> résolutions.

**Ubisoft Entertainment S.A.**

*Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission  
d'actions et de diverses valeurs mobilières avec  
maintien et/ou suppression du droit préférentiel de  
souscription  
2 juin 2015*

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des 13<sup>ième</sup> et 17<sup>ième</sup> résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.


Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les 14<sup>ième</sup>, 15<sup>ième</sup> et 16<sup>ième</sup> résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'administration en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Les commissaires aux comptes,

Nantes, le 2 juin 2015


KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*



Franck Noël  
Associé

Rennes, le 2 juin 2015

MB Audit



Roland Travers  
Associé